



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Director of Public Prosecutions Act

Loi sur le directeur des poursuites pénales

S.C. 2006, c. 9, s. 121

L.C. 2006, ch. 9, art. 121

NOTE

[Enacted by section 121 of chapter 9 of the Statutes of Canada, 2006, in force on assent December 12, 2006.]

NOTE

[Édictée par l'article 121 du chapitre 9 des Lois du Canada (2006), en vigueur à la sanction le 12 décembre 2006.]

Current to September 9, 2020

Last amended on April 1, 2019

À jour au 9 septembre 2020

Dernière modification le 1 avril 2019

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to September 9, 2020. The last amendments came into force on April 1, 2019. Any amendments that were not in force as of September 9, 2020 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité – lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 9 septembre 2020. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 1 avril 2019. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 9 septembre 2020 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act respecting the office of the Director of Public Prosecutions

	Short Title
1	Short title
	Interpretation
2	Definitions
	Director of Public Prosecutions
3	Appointment
4	Selection committee
5	Tenure and term
	Deputy Directors, Prosecutors and Other Staff
6	Deputy Director
7	Employed federal prosecutors
8	Other staff
	Delegation
9	Delegation
	Directives
10	Directive from Attorney General — specific prosecution
11	Delay in publication — directive
12	Directives not statutory instruments
	Issues of General or Public Interest
13	Duty to inform
14	Intervention
	Assuming Conduct of Prosecution
15	Taking conduct of prosecution
	Annual Report
16	Annual report

TABLE ANALYTIQUE

Loi concernant la charge de directeur des poursuites pénales

	Titre abrégé
1	Titre abrégé
	Définitions
2	Définitions
	Directeur des poursuites pénales
3	Nomination
4	Comité de sélection
5	Mandat
	Adjoints, procureurs et autres personnels
6	Adjoints
7	Procureurs de l'État : employés
8	Autres personnels
	Délégation
9	Pouvoir de délégation
	Directives
10	Directives du procureur général : poursuite déterminée
11	Report de la publication
12	Non-application de la Loi sur les textes réglementaires
	Questions d'intérêt général ou public
13	Communication au procureur général
14	Intervention du procureur général
	Prise en charge
15	Prise en charge
	Rapport annuel
16	Rapport annuel



S.C. 2006, c. 9, s. 121

L.C. 2006, ch. 9, art. 121

An Act respecting the office of the Director of Public Prosecutions

[Assented to 12th December 2006]

Loi concernant la charge de directeur des poursuites pénales

[Sanctionnée le 12 décembre 2006]

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *Director of Public Prosecutions Act*.

Interpretation

Definitions

2 The following definitions apply in this Act.

Attorney General means the Attorney General of Canada. (*procureur général*)

prosecution, except in relation to matters referred to in subsection 3(8), means a prosecution under the jurisdiction of the Attorney General, a proceeding respecting any offence, the prosecution — or prospective prosecution — of which is under the jurisdiction of the Attorney General, and any appeal related to such a prosecution or proceeding. (*poursuite*)

Director of Public Prosecutions

Appointment

3 (1) The Governor in Council shall, on the recommendation of the Attorney General, appoint a Director of Public Prosecutions (in this Act referred to as the “Director”) in accordance with section 4.

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi sur le directeur des poursuites pénales*.

Définitions

Définitions

2 Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

poursuite Sauf en ce qui concerne les affaires visées au paragraphe 3(8), toute poursuite pénale qui relève de la compétence du procureur général. Y sont assimilés les procédures liées à toute infraction dont la poursuite, même éventuelle, relève de la compétence de ce dernier, ainsi que les recours connexes. (*prosecution*)

procureur général Le procureur général du Canada. (*Attorney General*)

Directeur des poursuites pénales

Nomination

3 (1) Le gouverneur en conseil nomme, sur recommandation du procureur général, le directeur des poursuites pénales (ci-après appelé le « directeur ») suivant la procédure établie à l’article 4.

Rank and status

(2) The Director has the rank and status of a deputy head of a department.

Duties and functions

(3) The Director, under and on behalf of the Attorney General,

(a) initiates and conducts prosecutions on behalf of the Crown, except where the Attorney General has assumed conduct of a prosecution under section 15;

(b) intervenes in any matter that raises a question of public interest that may affect the conduct of prosecutions or related investigations, except in proceedings in which the Attorney General has decided to intervene under section 14;

(c) issues guidelines to persons acting as federal prosecutors respecting the conduct of prosecutions generally;

(d) advises law enforcement agencies or investigative bodies in respect of prosecutions generally or in respect of a particular investigation that may lead to a prosecution;

(e) communicates with the media and the public on all matters respecting the initiation and conduct of prosecutions;

(f) exercises the authority of the Attorney General respecting private prosecutions, including to intervene and assume the conduct of — or direct the stay of — such prosecutions; and

(g) exercises any other power or carries out any other duty or function assigned to the Director by the Attorney General that is compatible with the office of Director.

Deputy Attorney General

(4) For the purpose of exercising the powers and performing the duties and functions referred to in subsection (3), the Director is the Deputy Attorney General of Canada.

Guidelines not statutory instruments

(5) For greater certainty, guidelines referred to in paragraph (3)(c) are not statutory instruments within the meaning of the *Statutory Instruments Act*.

Rang et statut

(2) Le directeur a rang et statut d'administrateur général de ministère.

Rôle et attributions

(3) Il exerce, sous l'autorité et pour le compte du procureur général, les attributions suivantes :

a) engager et mener les poursuites pour le compte de l'État, sauf celles qui sont prises en charge par le procureur général en vertu de l'article 15;

b) intervenir relativement à toute affaire dans laquelle des questions d'intérêt public sont soulevées qui pourraient avoir une incidence sur la conduite des poursuites ou des enquêtes connexes, sauf les affaires à l'égard desquelles le procureur général a décidé d'intervenir en vertu de l'article 14;

c) donner des lignes directrices aux personnes agissant à titre de procureurs de l'État relativement à la conduite des poursuites en général;

d) conseiller les organismes chargés de l'application de la loi ou les organismes d'enquête à l'égard des poursuites, de façon générale ou à l'égard d'une enquête pouvant mener à des poursuites;

e) communiquer avec les médias et le public relativement à toute question liée à l'introduction ou à la conduite des poursuites;

f) exercer les pouvoirs du procureur général relatifs aux poursuites privées, notamment celui d'intervenir et d'assumer leur conduite ou d'en ordonner la suspension;

g) exercer toutes autres attributions que lui assigne le procureur général et qui ne sont pas incompatibles avec sa charge.

Sous-procureur général

(4) Dans le cadre de l'exercice des attributions visées au paragraphe (3), il est sous-procureur général du Canada.

Non-application de la *Loi sur les textes réglementaires*

(5) Il est entendu que les lignes directrices visées à l'alinéa (3)c) ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Publication

(6) Any assignment under paragraph (3)(g) must be in writing and be published by the Attorney General in the *Canada Gazette*.

Agreements and arrangements

(7) The Director may, for the purposes of exercising the powers and performing the duties and functions referred to in subsection (3), enter into an agreement or arrangement on behalf of the Attorney General with the government of a province.

Duties — election-related matters

(8) The Director conducts prosecutions on behalf of the Crown with respect to any offences under the *Canada Elections Act*, as well as any appeal or other proceeding related to such a prosecution.

Other powers, duties and functions

(9) The Director may, under and on behalf of the Attorney General, exercise any powers or perform any duties or functions of the Attorney General under the *Extradition Act* or the *Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act*.

2006, c. 9, s. 121 “3”; 2014, c. 12, s. 150; 2018, c. 31, s. 395.

Selection committee

4 (1) The Attorney General shall establish a selection committee consisting of the following members:

- (a)** a person named by the Federation of Law Societies of Canada;
- (b)** a person named by each recognized political party in the House of Commons;
- (c)** the Deputy Minister of Justice;
- (d)** the Deputy Minister of the Department of Public Safety and Emergency Preparedness; and
- (e)** a person selected by the Attorney General.

List of candidates

(2) The Attorney General shall submit to the selection committee a list of not more than 10 candidates whom he or she considers suitable to be appointed as Director, each of whom must be a member of at least 10 years standing at the bar of any province. The committee shall assess the candidates and recommend three of them to the Attorney General.

Publication

(6) Le procureur général fait publier dans la *Gazette du Canada* les attributions qu’il assigne au directeur aux termes de l’alinéa (3)g).

Ententes et accords

(7) Dans le cadre de l’exercice des attributions visées au paragraphe (3), le directeur peut conclure, pour le compte du procureur général, des ententes ou accords avec le gouvernement d’une province.

Loi électorale du Canada : attributions

(8) Le directeur mène, pour le compte de l’État, les poursuites relatives à toute infraction à la *Loi électorale du Canada* ainsi que les recours et procédures connexes.

Autres attributions

(9) Il peut, sous l’autorité et pour le compte du procureur général, exercer les attributions conférées à ce dernier par la *Loi sur l’extradition* et la *Loi sur l’entraide juridique en matière criminelle*.

2006, ch. 9, art. 121 « 3 »; 2014, ch. 12, art. 150; 2018, ch. 31, art. 395.

Comité de sélection

4 (1) Il incombe au procureur général de constituer un comité de sélection formé des membres suivants :

- a)** un représentant de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada;
- b)** un représentant de chacun des partis reconnus à la Chambre des communes;
- c)** le sous-ministre de la Justice;
- d)** le sous-ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile;
- e)** une personne de son choix.

Liste de candidats

(2) Le procureur général soumet au comité de sélection une liste d’au plus dix candidats qui sont membres du barreau d’une province depuis au moins dix ans et qu’il considère aptes à exercer la charge de directeur. Le comité évalue les candidats et lui en recommande trois.

Selection

(3) The Attorney General shall, from among those three candidates, select the one whom he or she considers most suitable for the office of Director.

Referral to committee

(4) The question of the appointment of the selected candidate shall be referred for approval to a committee designated or established by Parliament for that purpose.

Recommendation to Governor in Council

(5) The Attorney General shall, if the parliamentary committee gives its approval, recommend to the Governor in Council that the selected candidate be appointed as Director or, if the parliamentary committee does not give its approval, refer to the committee the appointment of another candidate recommended under subsection (2).

Tenure and term

5 (1) The Director holds office, during good behaviour, for a term of seven years, but may be removed by the Governor in Council at any time for cause with the support of a resolution of the House of Commons to that effect. The Director is not eligible to be reappointed for a further term of office.

End of term

(2) At the end of the Director's term, the Director shall continue in office until his or her successor is appointed.

Full-time

(3) The Director shall engage exclusively in the duties and functions of his or her office under this Act or any other Act of Parliament and shall not hold any other office or engage in any other employment for reward.

Incapacity or vacancy

(4) In the event of the incapacity of the Director or a vacancy in that office, the Governor in Council may authorize a Deputy Director of Public Prosecutions to act as Director, but no person may act as Director for a period exceeding 12 months without the approval of the Governor in Council.

Remuneration and expenses

(5) The Director shall be paid the remuneration and expenses that are fixed by the Governor in Council. Once fixed, the remuneration may not be reduced.

Candidat choisi

(3) Il choisit parmi les trois candidats recommandés celui qu'il considère le plus apte à exercer la charge de directeur.

Renvoi à un comité parlementaire

(4) Le choix du candidat est soumis à l'approbation d'un comité parlementaire désigné ou établi pour la circonstance.

Recommandation au gouverneur en conseil

(5) Le procureur général, ayant reçu l'approbation du comité parlementaire, recommande au gouverneur en conseil de nommer le candidat choisi; à défaut de cette approbation, il soumet à ce comité une autre des candidatures recommandées aux termes du paragraphe (2).

Mandat

5 (1) Le directeur est nommé à titre inamovible pour un mandat de sept ans, sous réserve de révocation motivée par le gouverneur en conseil appuyée par une résolution de la Chambre des communes à cet effet. Son mandat ne peut être renouvelé.

Fin du mandat

(2) À l'expiration de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé.

Temps plein

(3) Il se consacre exclusivement à la charge que lui confère la présente loi ou toute autre loi fédérale, à l'exclusion de tout autre emploi ou charge rétribué.

Intérim

(4) En cas d'empêchement ou de vacance de son poste, le gouverneur en conseil peut autoriser un des adjoints du directeur à assurer l'intérim, qui ne peut cependant dépasser douze mois sans son approbation.

Rémunération et indemnités

(5) Le directeur reçoit la rémunération et les indemnités fixées par le gouverneur en conseil. Une fois fixée, sa rémunération ne peut être réduite.

Deputy Directors, Prosecutors and Other Staff

Deputy Director

6 (1) The Governor in Council shall, on the recommendation of the Attorney General, appoint one or more members of at least 10 years' standing at the bar of any province to be Deputy Directors of Public Prosecutions.

Selection committee

(2) The Attorney General may only make the recommendation after consultation with a selection committee consisting of the Director, a person representing the Federation of Law Societies of Canada and the Deputy Minister of Justice.

Powers, duties and functions — lawful deputy

(3) Under the supervision of the Director, a Deputy Director may exercise any of the powers and perform any of the duties or functions referred to in subsection 3(3) and, for that purpose, is a lawful deputy of the Attorney General.

Other powers, duties and functions

(4) Under the supervision of the Director, a Deputy Director may also act for or on behalf of the Director in the exercise of any of the other powers or the performance of any of the other duties or functions that the Director is authorized to exercise or perform under this or any other Act of Parliament.

2006, c. 9, s. 121 "6"; 2014, c. 12, s. 151; 2018, c. 31, s. 396.

Employed federal prosecutors

7 (1) The federal prosecutors that are necessary to enable the Director to perform any of the duties or functions of his or her office shall be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

Non-employed federal prosecutors

(2) The Director may also for that purpose retain, on behalf of Her Majesty, the services of barristers and, in the Province of Quebec, advocates to act as federal prosecutors and, with the approval of the Treasury Board, may fix and pay their fees, expenses and other remuneration.

Qualification

(3) A person appointed under subsection (1) or whose services are retained under subsection (2) must be a member of the bar of a province.

Adjoints, procureurs et autres personnels

Adjoints

6 (1) Le gouverneur en conseil nomme, sur recommandation du procureur général, un ou plusieurs adjoints au directeur parmi les membres du barreau d'une province depuis au moins dix ans.

Comité de sélection

(2) La recommandation du procureur général ne peut être faite qu'après consultation d'un comité de sélection formé du directeur, d'un représentant de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada et du sous-ministre de la Justice.

Attributions : substituts légitimes

(3) Les adjoints peuvent exercer, sous la supervision du directeur, les attributions visées au paragraphe 3(3) dans l'exercice desquelles ils sont des substituts légitimes du procureur général.

Autres attributions

(4) Ils peuvent aussi exercer, au nom et pour le compte du directeur et sous sa supervision, toute autre attribution que celui-ci est autorisé à exercer en vertu de la présente loi ou de toute autre loi fédérale.

2006, ch. 9, art. 121 « 6 »; 2014, ch. 12, art. 151; 2018, ch. 31, art. 396.

Procureurs de l'État : employés

7 (1) Les procureurs de l'État dont le directeur a besoin pour l'exercice de sa charge sont nommés en conformité avec la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Procureurs de l'État : autres

(2) Aux mêmes fins, le directeur peut aussi retenir, pour le compte de l'État, les services d'avocats pour agir comme procureurs de l'État et, avec l'approbation du Conseil du Trésor, fixer leur rémunération et leurs indemnités.

Conditions requises

(3) Les personnes nommées en vertu du paragraphe (1) ou dont les services sont retenus au titre du paragraphe (2) doivent être membres du barreau d'une province.

Other staff

8 (1) Any other officers and employees that are necessary to enable the Director to perform any of the duties and functions of his or her office shall be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

Technical assistance

(2) The Director may engage the services of persons having technical or specialized knowledge of any matter relating to the Director's work to advise and assist the Director in performing any of the duties and functions of his or her office and, with the approval of the Treasury Board, may fix and pay the remuneration and expenses of those persons.

Delegation

Delegation

9 (1) The Director may, subject to any restrictions or limitations that the Director specifies, authorize a federal prosecutor, a person acting as a federal prosecutor under subsection 7(2) or any person referred to in subsection 8(1) to act for or on behalf of the Director in the exercise of any of the powers or the performance of any of the duties or functions that the Director is authorized to exercise or perform under this or any other Act of Parliament, except the power to delegate under this subsection.

Agency

(2) Every person who is authorized under subsection (1) acts as an agent of the Director and is not required to prove such authorization.

Designation

(3) The Director, a Deputy Director and any person referred to in subsection 7(3) may be designated as an agent of the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness under section 185 of the *Criminal Code*.

Directives

Directive from Attorney General — specific prosecution

10 (1) Any directive that the Attorney General issues to the Director with respect to the initiation or conduct of any specific prosecution must be in writing and be published in the *Canada Gazette*.

Autres personnels

8 (1) Les autres personnels dont le directeur a besoin pour l'exercice de sa charge sont nommés conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Assistance technique

(2) Le directeur peut aussi retenir les services d'experts ou de spécialistes dont la compétence lui est utile dans l'exercice de sa charge; il peut fixer, avec l'approbation du Conseil du Trésor, leur rémunération et leurs indemnités.

Délégation

Pouvoir de délégation

9 (1) Le directeur peut, dans les limites qu'il fixe, autoriser les procureurs de l'État, les personnes agissant à ce titre en vertu du paragraphe 7(2) ou toute autre personne visée au paragraphe 8(1) à exercer, pour lui ou en son nom, les attributions qu'il est autorisé à exercer en vertu de la présente loi ou toute autre loi fédérale, sauf le pouvoir de délégation lui-même.

Mandat

(2) Toute personne agissant en vertu de la délégation visée au paragraphe (1) est mandataire du directeur et n'a pas à faire la preuve de cette délégation.

Désignation

(3) Le directeur, ses adjoints ainsi que toute personne visée au paragraphe 7(3) peuvent être des mandataires désignés du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile aux termes de l'article 185 du *Code criminel*.

Directives

Directives du procureur général : poursuite déterminée

10 (1) Toute directive donnée par le procureur général au directeur relativement à l'introduction ou à la conduite d'une poursuite en particulier l'est par écrit et est publiée dans la *Gazette du Canada*.

Directive — generally applicable

(2) The Attorney General may, after consulting the Director, issue directives respecting the initiation or conduct of prosecutions generally. Any such directives must be in writing and be published in the *Canada Gazette*.

Delay in publication — directive

11 (1) The Attorney General or the Director may, if he or she considers it to be in the interests of the administration of justice, direct that the publication in the *Canada Gazette* of a directive referred to in subsection 10(1) be delayed.

Limit on delay

(2) The publication of a directive may not be delayed beyond the completion of the prosecution or any related prosecution.

Directives not statutory instruments

12 For greater certainty, directives issued under section 10 are not statutory instruments within the meaning of the *Statutory Instruments Act*.

Issues of General or Public Interest

Duty to inform

13 The Director must inform the Attorney General in a timely manner of any prosecution, or intervention that the Director intends to make, that raises important questions of general interest.

Intervention

14 When, in the opinion of the Attorney General, proceedings raise questions of public interest, the Attorney General may, after notifying the Director, intervene in first instance or on appeal.

Assuming Conduct of Prosecution

Taking conduct of prosecution

15 (1) The Attorney General may only assume conduct of a prosecution after first consulting the Director. The Attorney General must then give to the Director a notice of intent to assume conduct of the prosecution and publish it in the *Canada Gazette* without delay.

Directives générales relatives aux poursuites

(2) Le procureur général peut, après consultation du directeur, lui donner des directives relativement à l'introduction ou à la conduite des poursuites en général. Ces directives sont données par écrit et publiées dans la *Gazette du Canada*.

Report de la publication

11 (1) Le procureur général ou le directeur peut, s'il juge que l'administration de la justice l'exige, ordonner que la publication des directives dans la *Gazette du Canada* conformément au paragraphe 10(1) soit reportée.

Limite

(2) Toutefois, elle ne peut être reportée au-delà du terme de la poursuite ou de celui de toute poursuite connexe.

Non-application de la *Loi sur les textes réglementaires*

12 Il est entendu que les directives visées à l'article 10 ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Questions d'intérêt général ou public

Communication au procureur général

13 Le directeur informe le procureur général en temps utile de toute poursuite ou de toute intervention qu'il se propose de faire soulevant d'importantes questions d'intérêt général.

Intervention du procureur général

14 Lorsqu'une poursuite soulève, à son avis, des questions d'intérêt public, le procureur général peut intervenir, après en avoir avisé le directeur, en première instance ou en appel.

Prise en charge

Prise en charge

15 (1) Le procureur général peut prendre en charge une poursuite s'il a, au préalable, consulté le directeur à ce sujet; le cas échéant, il l'avise de son intention et publie sans tarder l'avis dans la *Gazette du Canada*.

Transfer of file

(2) The Director is required to turn the prosecution file over to the Attorney General and to provide any information that the Attorney General requires within the time specified.

Delay in publication

(3) However, publication may be delayed if the Attorney General or the Director considers it to be in the interests of the administration of justice.

Annual Report

Annual report

16 (1) The Director shall, not later than June 30 of each year, provide a report to the Attorney General on the activities of the office of the Director — except in relation to matters referred to in subsection 3(8) — in the immediately preceding fiscal year.

(1.1) [Repealed, 2018, c. 31, s. 397]

Tabling in Parliament

(2) The Attorney General shall cause a copy of the Director's report to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after he or she receives the report.

2006, c. 9, s. 121 "16"; 2014, c. 12, s. 152; 2018, c. 31, s. 397.

Remise du dossier

(2) Le directeur remet alors le dossier au procureur général et lui fournit, dans le délai que ce dernier indique, tout renseignement exigé par lui.

Report de la publication

(3) La publication peut cependant être reportée si le directeur ou le procureur général estime que l'administration de la justice l'exige.

Rapport annuel

Rapport annuel

16 (1) Au plus tard le 30 juin de chaque année, le directeur présente au procureur général un rapport des activités de son bureau pour l'exercice précédent, sauf en ce qui concerne toute affaire visée au paragraphe 3(8).

(1.1) [Abrogé, 2018, ch. 31, art. 397]

Dépôt

(2) Le procureur général fait déposer le rapport devant chacune des chambres du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

2006, ch. 9, art. 121 « 16 »; 2014, ch. 12, art. 152; 2018, ch. 31, art. 397.

RELATED PROVISIONS

— 2006, c. 9, s. 122

Definition of *other Act*

122 In sections 123 to 127 of this Act, **other Act** means the *Director of Public Prosecutions Act*, as enacted by section 121 of this Act.

— 2006, c. 9, s. 123

Acting Director

123 (1) The person who holds the position of Assistant Deputy Attorney General (Criminal Law) in the Department of Justice immediately before the day on which this section comes into force is authorized to act as the Director of Public Prosecutions under the other Act until the appointment of the Director of Public Prosecutions under subsection 3(1) of the other Act.

Acting Deputy Director

(2) That person may authorize two members of at least 10 years' standing at the bar of any province to act as Deputy Directors of Public Prosecutions under the other Act until the appointment of a Deputy Director of Public Prosecutions under subsection 6(1) of the other Act.

Incapacity or death

(3) In the event of the incapacity or death of the person authorized to act as the Director of Public Prosecutions under subsection (1), the Attorney General of Canada shall designate one of the persons authorized to act as Deputy Director of Public Prosecutions under subsection (2) to act as Director of Public Prosecutions in the interim.

— 2006, c. 9, s. 124

Transfer of employees

124 (1) The coming into force of the other Act shall not be construed as affecting the status of an employee who occupied, immediately before the day on which the other Act comes into force, a position in the Department of Justice in the administrative unit known as the Federal Prosecution Service, except that the employee from that day occupies that position in the Office of the Director of Public Prosecutions.

Transfer of other staff

(2) The Governor in Council may, by order made on the recommendation of the Treasury Board, if the Governor in Council is of the opinion that an employee or class of employees in the Department of Justice is carrying out powers, duties or functions that are in whole or in part in support of or related to the powers, duties and functions

DISPOSITIONS CONNEXES

— 2006, ch. 9, art. 122

Définition de *autre loi*

122 Aux articles 123 à 127 de la présente loi, **autre loi** s'entend de la *Loi sur le directeur des poursuites pénales*, édictée par l'article 121 de la présente loi.

— 2006, ch. 9, art. 123

Directeur intérimaire

123 (1) La personne qui occupe le poste de sous-procureur général adjoint (droit criminel) au ministère de la Justice à la date d'entrée en vigueur du présent article est autorisée à agir comme directeur des poursuites pénales au titre de l'autre loi jusqu'à ce qu'ait été nommé le directeur des poursuites pénales conformément au paragraphe 3(1) de l'autre loi.

Adjoints intérimaires

(2) Celle-ci peut autoriser deux personnes, membres du barreau d'une province depuis au moins dix ans, à agir comme adjoints au titre de l'autre loi, jusqu'à ce qu'ait été nommé un adjoint au directeur des poursuites pénales conformément au paragraphe 6(1) de l'autre loi.

Intérim

(3) En cas d'empêchement ou de décès de la personne autorisée à agir comme directeur des poursuites pénales en vertu du paragraphe (1), le procureur général du Canada désigne une des personnes autorisées à agir comme adjoints en vertu du paragraphe (2) pour assurer l'intérim.

— 2006, ch. 9, art. 124

Transfert des fonctionnaires

124 (1) L'entrée en vigueur de l'autre loi est sans effet sur la situation des fonctionnaires qui, à la date de cette entrée en vigueur, occupaient un poste au ministère de la Justice dans l'unité administrative connue sous le nom de Service fédéral des poursuites, à la différence que, à compter de cette date, ils l'occupent au sein du Bureau du directeur des poursuites pénales.

Transfert par décret

(2) Le gouverneur en conseil, s'il estime que la mesure sert les intérêts de l'administration publique centrale, peut, par décret pris sur recommandation du Conseil du Trésor, prévoir que des fonctionnaires ou catégories de fonctionnaires du ministère de la Justice qui, à son avis, exercent, en tout ou en partie, des attributions liées à

of employees referred to in subsection (1) and that it is in the best interests of the core public administration to do so, declare that the employee or class of employees shall, on the day on which the order comes into force, occupy their positions in the Office of the Director of Public Prosecutions.

Definition of *employee*

(3) In this section, **employee** has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*.

— 2006, c. 9, s. 125

Non-employed federal prosecutors

125 Any barrister or, in the Province of Quebec, any advocate whose services were retained, immediately before the day on which the other Act comes into force, to act as a prosecutor for the Crown in connection with any matter is deemed, on that day, to have had his or her services retained under subsection 7(2) of the other Act to act in connection with that matter.

— 2006, c. 9, s. 126

Transfer of appropriations

126 Any amount that is appropriated, for the fiscal year in which the other Act comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the Department of Justice in relation to duties and functions carried out by the administrative unit known as the Federal Prosecution Service and that, on the day on which the other Act comes into force, is unexpended, is deemed to be an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the Office of the Director of Public Prosecutions.

— 2006, c. 9, s. 127

Continuation of prosecutions

127 (1) Any prosecution to which the Attorney General of Canada is a party and that is ongoing on the day on which the other Act comes into force is continued by the Director of Public Prosecutions without further formality.

Definition of *prosecution*

(2) In subsection (1), **prosecution** has the same meaning as in section 2 of the other Act.

celles des fonctionnaires visés au paragraphe (1) ou des attributions connexes, occuperont, à compter de la date d'entrée en vigueur du décret, leur poste au sein du Bureau du directeur des poursuites pénales.

Définition de *fonctionnaire*

(3) Au présent article, **fonctionnaire** s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

— 2006, ch. 9, art. 125

Procureurs de l'État : autres que des fonctionnaires

125 Le paragraphe 7(2) de l'autre loi s'applique à l'avocat dont les services ont été retenus avant la date d'entrée en vigueur de l'autre loi pour agir comme procureur pour l'État relativement à toute affaire comme si ces services avaient été retenus sous le régime de ce paragraphe.

— 2006, ch. 9, art. 126

Transfert de crédits

126 Les sommes affectées — mais non engagées — pour l'exercice en cours à la date d'entrée en vigueur de l'autre loi, par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice, aux frais et dépenses du ministère de la Justice relativement aux attributions de l'unité administrative connue sous le nom de Service fédéral des poursuites sont réputées être affectées, à cette date, aux frais et dépenses du Bureau du directeur des poursuites pénales.

— 2006, ch. 9, art. 127

Poursuites en cours

127 (1) Les poursuites auxquelles le procureur général du Canada est partie et qui sont en cours à la date d'entrée en vigueur de l'autre loi sont continuées sans autres formalités par le directeur des poursuites pénales.

Définition de *poursuite*

(2) Pour l'application du paragraphe (1), **poursuite** s'entend au sens de l'article 2 de l'autre loi.

— 2006, c. 9, s. 128

Election-related prosecutions

128 Any prosecution for an offence under the *Canada Elections Act* that is pending immediately before the day on which sections 121 and 130 to 136 of this Act come into force may continue to be conducted by the Commissioner of Canada Elections, as well as any appeal or other proceeding related to such a prosecution as if those sections had not come into force.

— 2006, ch. 9, art. 128

Poursuites relatives à la *Loi électorale du Canada*

128 Les poursuites pour infraction à la *Loi électorale du Canada* en cours à la date d'entrée en vigueur des articles 121 et 130 à 136 de la présente loi continuent à être menées par le commissaire aux élections fédérales, ainsi que les recours et autres procédures connexes, comme si ces articles n'étaient pas entrés en vigueur.